



Paris, le 22 juin 2023

COMMUNIQUE DE PRESSE

MERCOSUR : Arnaud Rousseau, Président de la FNSEA, interpelle le Président de la République

Monsieur le Président de la République, vous recevez le Président du Brésil Monsieur Luiz Inácio Lula da Silva, qui vient vous inciter à revoir la position de la France concernant l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur. En l'état, cet accord permettrait l'importation de plusieurs centaines de milliers de tonnes de sucre, d'éthanol, de viandes bovines, de volaille ou encore de maïs issues de systèmes agricoles aux antipodes des normes exigées des agriculteurs européens. En l'état, il serait une source de distorsion de concurrence inacceptable engendrant de nouvelles pertes de production sur le territoire français.

La position de la France au sujet de cet accord est actée depuis 2019 : pas d'accord sans clauses miroirs ! Vous-même, Monsieur le Président, vous avez réaffirmé lors du Salon de l'Agriculture 2023 l'indispensable réciprocité des normes de production sanitaires et environnementales, au regard des impératifs de souveraineté alimentaire et de lutte contre la déforestation importée. Encore plus récemment, l'Assemblée Nationale s'est déclarée opposée à une ratification du texte en l'état, considérant tout ce qu'il peut comporter de néfaste pour l'agriculture française mais également pour les objectifs de lutte contre le changement climatique.

Monsieur le Président, la FNSEA a toujours porté une position d'ouverture, mais elle ne pourra accepter qu'une visite diplomatique vienne bousculer les engagements pris vis-à-vis des agricultrices et des agriculteurs français. Un changement d'avis est inconcevable, à l'heure où la France réfléchit à un Pacte et Loi d'orientation et d'avenir agricole, où la planification écologique doit guider l'ensemble des perspectives de production de notre pays. Restez ferme, Monsieur le Président, l'agriculture française est un atout économique et un pilier essentiel de la croissance verte, au cœur de la stratégie de souveraineté alimentaire qu'il vous appartient de défendre !

Contact Presse : Boris Cavaglione – boris.cavaglione@reseaufnsea.fr – 06 21 16 80 84